ASSEMBLÉE NATIONALE

1er octobre 2022

PLFSS POUR 2023 - (N° 274)

Rejeté

AMENDEMENT

N° AS48

présenté par

M. Guedj, M. Aviragnet, M. Califer et M. Delaporte

ARTICLE 32

Après le mot :

« peuvent »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 3 :

« décider de conclure ce contrat avec la personne morale qui contrôle, au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce, la personne qui gère l'établissement, pour le compte de la personne gestionnaire. » ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement des députés « Socialistes et apparentés » vise à ne pas conditionner à la demande du groupe gérant plusieurs EHPAD la possibilité pour les autorités tarifcatrices de signer un CPOM avec ce groupe dans le même département - plutôt qu'avec chaque EHPAD qu'il gère.

Si nous saluons la création de l'accord préalable des autorités de tarification quant à la signature d'un CPOM avec le groupe directement, la rédaction actuelle de l'article entend que cette possibilité ne se fasse qu'à la demande du groupe ; ce qui ne nous semble pas pertinent.

Nous proposons donc une rédaction différente qui fait disparaître l'expression « à la demande » du groupe.